

## ELEMENTS D'APPRECIATION DES RESULTATS DE L'ANNEE 2018

### APPECIATION GENERALE

La relance de la croissance se confirme grâce au redressement de l'activité touristique et à la bonne campagne agricole. La situation des finances publiques se redresse de façon significative sous l'effet de l'effort de recouvrement et de la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales et un début de redressement de la compétitivité et du climat des affaires est relevé sous l'effet des mesures mises en œuvre notamment en matière de simplification des procédures administratives.

Malgré cette relative détente, la situation globale de l'économie tunisienne demeure encore difficile marquée par d'importantes distorsions. L'inflation enregistre une nouvelle poussée. Le chômage continue à se maintenir à un niveau élevé particulièrement pour les jeunes et les sortants des universités. L'investissement ne redécoule pas suivant le rythme recherché. Et, ce qui est encore le plus préoccupant, la situation de la balance des paiements enregistre, malgré l'important glissement du dinar, une importante aggravation, entraînant un recours accru aux emprunts extérieurs et un nouvel alourdissement de la dette extérieure.

Les mesures d'ajustement, d'ordre monétaire et fiscal, mises en œuvre jusqu'ici, si elles ont permis de préserver la solvabilité financière extérieure du pays semblent avoir atteint leurs limites. Elles doivent absolument être relayées par l'accélération de la mise en œuvre des grandes réformes annoncées dans le cadre du plan de développement, touchant l'administration, les entreprises publiques, le secteur financier, la politique de subvention et de protection sociale et les stratégies sectorielles de façon à corriger en profondeur les distorsions structurelles, améliorer la compétitivité de l'entreprise et retrouver le chemin d'une croissance forte, inclusive et durable.

### APPRECIATION DES DIFFERENTS INDICATEURS

#### I. Croissance et revenu

##### **Confirmation de la relance de la croissance du PIB**

La tendance haussière de la croissance amorcée en 2017 (+1.9%) s'accroît en 2018 avec une progression du PIB en volume de 2.5 pourcent contre une prévision initiale établie dans le cadre du Budget Economique de 3 pourcent.

Les moteurs de la croissance de l'année 2018 auront été principalement l'agriculture grâce à une bonne campagne d'olives et le tourisme grâce à la consolidation de la reprise amorcée en 2017.

En pourcentage	2015	2016	2017	2018
Agriculture et pêche	12.5	-8.5	2.0	9.8
Industries manufacturières	0.4	0.4	0.5	0.3
Industries non manufacturières	-4.1	-1.5	-3.4	-1.2
Services marchands	-0.6	3.2	4.5	3.3
Services non marchands	3.4	2.4	0.7	0.3
Produit Intérieur Brut (PIB)	1.1	1.0	1.9	2.5

Si on exclut ces deux secteurs, la croissance aura été de 1.3 pourcent (contre 1.6% en 2017) sous-tendant :

- ▮ Un ralentissement de la croissance des industries mécaniques et électriques (+1.6% en 2018 contre 3.1% en 2017) sous l'effet du fléchissement des exportations de ce secteur.
- ▮ Une baisse de la production des hydrocarbures de 2.4 pourcent en relation avec le ralentissement des investissements dans la recherche et l'exploitation pétrolière suite aux tiraillements politiques à propos des permis accordés aux compagnies étrangères.
- ▮ Une baisse de la production des phosphates de 11.4 pourcent en relation avec les tensions sociales dans le bassin minier de Gafsa.
- ▮ Un ralentissement de la progression des services non marchands hors tourisme qui se ramène de 4.1 pourcent en 2017 à 2.7 pourcent seulement en 2018 du fait de la tendance baissière du secteur du commerce (+ 2.1 % en 2016 ; 1.6 % en 2017 et 1% seulement en 2018) et du fléchissement du secteur de la poste et télécommunication (+ 3.7% en 2016 ; 3% en 2017 et 2.2% en 2018).
- ▮ Une importante inflexion de la tendance des services non marchands, correspondant principalement aux services publics rendus par l'administration, du fait des mesures prises en matière de maîtrise des recrutements dans le cadre du budget de l'Etat, avec une croissance limitée à 0.3 pourcent contre une moyenne de 3 pourcent en moyenne au cours de la période 2014-2016 et une moyenne de 6 pourcent par an au cours de la période 2011-2013.

Il est à signaler que la croissance a connu sur le plan international un fléchissement en 2018 comme le montre le tableau suivant :

En pourcent	2017	2018
Croissance mondiale	3.7	3.6
Croissance de la zone euro	2.6	1.8
Dont croissance de la France	2.3	1.6
Croissance de l'Allemagne	2.5	1.8
Croissance de l'Italie	1.6	0.9
Croissance de la Turquie	7.4	2.6
Croissance du Maroc	4.1	3.1

### Faible progression du PIB par habitant en termes de parité de pouvoir d'achat

Le PIB par tête d'habitant en termes de parité de pouvoir d'achat<sup>1</sup> augmente modérément, de l'ordre de 2.3 pourcent en moyenne par an entre 2010 et 2018 selon les statistiques les plus récentes de la Banque Mondiale contre, à titre d'éclairage, un rythme pour la même période de 2.5 pourcent pour le Portugal, 4.0 pourcent pour le Maroc et 6.6 pourcent pour la Turquie.

PIB par tête en PPA en dollars	2010	2018	Evolution 2017/2010
Tunisie	10 315	12 423	+20.4%
Maroc	6 452	8 825	+36.8%
Turquie	16 900	28 293	+67.4%
Portugal	26 496	32 187	+21.5%

## 1. Emploi et Chômage

### Fléchissement des créations d'emploi du secteur privé

Les créations sur douze mois par référence à l'enquête du quatrième trimestre 2018 totalisent 33 000 emplois contre 43 000 une année auparavant.

En se référant aux dernières données disponibles sur l'évolution de la population occupée, il est relevé une certaine corrélation entre la structure de la croissance et la structure des créations d'emploi avec :

- ▮ Une baisse de l'emploi au niveau des secteurs du commerce (- 5000 emplois environ), des industries de matériaux de construction (- 2000 emplois), et de l'administration (- 3000 emplois).
- ▮ Une stabilisation de la population occupée au niveau des industries mécaniques et électriques en relation avec l'essoufflement de ce secteur.

<sup>1</sup> Source calcul à partir des statistiques du PIB en PPA du FMI sachant que la parité de pouvoir d'achat(PPA) est une méthode utilisée, sur le plan international, pour rendre comparable, en termes de pouvoir d'achat, les différentes devises nationales.

- ▮ Une augmentation de l'emploi au niveau des secteurs du textile et de l'habillement (+ 6000 emplois), de l'industrie agro-alimentaire (+ 4000 emplois), de l'hôtellerie et de la restauration (+10 000 emplois) et des services de réparation et de l'entretien (+ 5000 emplois)

En comparant la population occupée à fin 2018 avec celle de 2010, il se dégage que les créations nettes d'emplois civils ont atteint, au cours des huit dernières années, 203 mille emplois, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de la population occupée inférieure à 1 pourcent. Les créations se répartissent comme suit :

- ▮ Secteur public : 169.500 emplois civils<sup>2</sup> créés à hauteur de 84 pourcent entre 2011 et 2013 ; sachant que ces créations étaient le résultat, très souvent, de décisions politiques entraînant d'importants sureffectifs dans la fonction publique et dans les entreprises publiques et de fortes tensions budgétaires au niveau du secteur public.
- ▮ Secteur privé : 33 500 emplois dont la moitié au niveau des industries manufacturières grâce au dynamisme affiché par les industries mécaniques et électriques avant 2018.

Il est à signaler que selon les études menées en 2016<sup>3</sup> par la Banque Africaine de Développement, l'emploi informel est répandu. Il représente près de 40 pourcent de l'emploi total au cours de la période 2010-2014, soit le double du taux des économies en transition ( 20 pourcent ) bien qu' il demeure nettement en retrait par rapport à celui du Maroc ( 70 pourcent ) et de l'Afrique subsaharienne ( 75 pourcent )

### **Maintien du chômage global à un niveau élevé**

Le taux de chômage de la population active s'est situé à 15.5 pourcent au cours du 4<sup>e</sup> trimestre de 2018 et ce malgré la forte réduction de la demande d'emploi. Celle-ci se situait à une moyenne de 85 000 par an entre 2006- 2010 ; elle est ramenée à une moyenne de 35 000 par an entre 2011 et 2018, sous l'effet de la renonciation d'une partie de la population d'âge actif, notamment féminine, à se présenter sur le marché du travail et de la tendance à la hausse de l'émigration.

Outre l'émigration illégale, il y a eu 94 000 Tunisiens, la plupart des cadres et des jeunes hautement qualifiés, à la recherche d'emplois mieux rémunérés qui ont quitté la Tunisie vers l'Europe entre 2011 et 2016 selon l'OCDE. Le processus d'émigration avec des papiers en règle s'est par ailleurs accéléré pour se situer à 60 000 en 2017 et 2018 selon l'organisation internationale des migrations

---

<sup>2</sup> Source « Tunisie, La Démocratie en quête d'Etat » de Mahmoud Ben Romdhane » .

<sup>3</sup> Donnée publiée dans l'étude de l'OCDE sur la Tunisie

En milliers	Année 2010	4 <sup>e</sup> trimestre 2017	4 <sup>e</sup> trimestre 2018
Population active	3 769.2	4 119.0	4 152.5
Population occupée	3 277.4	3 480.0	3 507.6
Nombre de chômeurs	491.8	639.0	644.9
Taux de chômage en %	13.0	15.5	15.5

Le taux moyen de chômage demeure ainsi élevé, malgré la décélération de la demande additionnelle ; il dépasse de 2.5 points celui atteint en 2010 tout en continuant à sous-tendre d'importantes disparités avec notamment :

- ▮ Des taux de chômage variant, en se référant aux données disponibles relatives au second trimestre de 2018<sup>4</sup>, du simple au double entre le littoral et les gouvernorats intérieurs.
- ▮ Un taux de chômage des femmes proche du double de celui des hommes (respectivement 22.9 et 12.5 pourcent en 2018) malgré la faible participation de la femme à la population active, soit 27 pourcent contre 68 pourcent pour les hommes.
- ▮ Un chômage des diplômés du supérieur qui continue, malgré la légère décline relevée au cours des derniers mois, à être élevé, touchant à la fin de 2018 près de 29 pourcent de la population active concernée, ce qui reflète le décalage entre une offre de main d'œuvre de plus en plus qualifiée et une demande de travail peu qualifiée en raison de la lenteur du processus de transformation structurelle de l'économie.
- ▮ Un chômage chez les jeunes atteignant 33.4 pourcent de la population active de la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans en augmentation de 4 points par rapport à 2010.

Le tableau suivant récapitule l'évolution de ces différents ratios en 2010, 2017 et 2018 :

En pourcent de la population active	Année 2010	4 <sup>e</sup> trim. 2017	4 <sup>e</sup> trim. 2018
Taux de chômage des diplômés	23.3	29.9	28.8
Hommes	15.8	19.0	17.2
Femmes	32.9	39.0	38.8
Taux de chômage des jeunes	29.4	34.2	33.4

<sup>4</sup> De 9.7 pourcent pour le Nord-est (hors grand Tunis) à 17.5 pourcent pour le Nord-ouest ; de 10 pourcent pour le Centre-est à 19.1 pourcent pour le Centre-ouest et de 23.9 pourcent pour le Sud-est à 26.3 pourcent pour le Sud-ouest.

A titre d'éclairage, le taux de chômage global de la zone euro est de 7.9 pourcent<sup>5</sup> en décembre 2018, soit 0.7 point en moins par rapport à l'année précédente. Il est de 16.6 pourcent pour les jeunes soit 1.2 point en moins par rapport à décembre 2017 (17.8 %). Le taux de chômage a, en effet, baissé pratiquement dans tous les Etats membres de l'Union Européenne, sachant que les baisses les plus significatives ont été observées en Grèce ( de 20.7 à 18.6 %), en Espagne (de 16.5 à 14.3 %) et en Croatie (de 9.7 à 7.7 %).

La même tendance à la baisse, quoique moins accentuée est observée au Maroc ; le taux de chômage global a été ramené de 10.2 pourcent en décembre 2017 à 9.8 pourcent en 2018.

## II. Inflation des prix à la consommation

### Accentuation des pressions inflationnistes

L'inflation des prix à la consommation familiale s'accélère. Elle ressort à 7.5 pourcent au cours des douze mois de 2018 contre 5.3 pourcent en 2017 et 3.8 pourcent en 2016.

L'accélération de l'inflation a touché particulièrement le groupe des produits alimentaires, les articles d'habillement, les transports, la restauration et l'hôtellerie, la santé et l'enseignement comme le montre le tableau ci-dessous :

	pondération	2016	2017	2018
Alimentation	28.1	2.6	5.6	7.5
Habillement et chaussures	8.4	7.1	7.9	7.4
Logement, meubles et entretien	17.0	5.4	5.0	5.2
santé	5.6	2.7	3.6	5.1
transports	12.1	2.2	5.9	11.2
Enseignement	2.4	9.3	5.3	7.5
Restaurants et hôtels	4.3	4.2	6.2	9.2
Autres	22.1	2.4	4.1	7.6
total	100.0	3.6	5.3	7.5

Au moins trois facteurs ont contribué, à des degrés divers, à l'importante poussée inflationniste :

- ▮ Le relèvement du taux de la TVA d'un point à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, portant le taux central de 18 à 19 pourcent.
- ▮ L'ajustement des prix des carburants à quatre reprises en relation avec l'augmentation des cours du pétrole sur le marché mondial.
- ▮ Le glissement relativement accéléré du dinar qui a été de 21.4 pourcent sur 12 mois au terme de décembre 2018.

<sup>5</sup> Source Eurostat

### Réévaluation des subventions en faveur de l'énergie

En comparant l'évolution des prix selon le régime de fixation, il ressort que les prix administrés ont progressé de 4.9 pourcent contre 3.9 en 2017 alors que les prix soumis à la loi de l'offre et de la demande ont augmenté de 8.3 pourcent

En fait, les pressions sur les prix auraient pu être beaucoup plus élevées sans l'importante intervention de l'Etat pour limiter l'ajustement des prix des carburants qu'impose l'évolution des cours sur les marchés extérieurs. Les subventions budgétaires ont été réévaluées dans le cadre de la loi des finances complémentaire à 2700 millions de dinars contre une prévision initiale de 1500 millions de dinars et ce malgré l'ajustement à quatre reprises des prix des carburants sur le marché intérieur.

Subventions en MDT	2016	2017	2018
Produits de base	1 581	1 494	1 750
carburants	197	1 550	2 700
Transport public	433	448	450
Total	2 211	3 492	4 900
En pourcentage du PIB	2.5%	3.6%	4.6%

Ceci dit, l'indice général des prix a augmenté de 48.7 pour cent en Tunisie entre 2010 et 2018 contre 14 pourcent seulement pour la zone euro, soit un écart entre les deux indices de 35 points environ alors que la dépréciation du dinar par rapport à l'euro au cours de la même période a été de 65 pourcent compte tenu notamment de la détérioration de la position extérieure de la Tunisie comme cela sera développé plus loin.

### III. Investissement et climat des affaires

#### Tendance à la baisse de l'effort d'investissement

L'effort d'investissement demeure limité. Les indications relatives aux importations de biens d'équipement et à l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics paraissent confirmer les dernières estimations du Budget Economique faisant état d'une progression de l'investissement global de 8 pourcent en nominal, ce qui correspond à un taux en retrait de deux points environ par rapport à celui du PIB aux prix courants ; de la sorte, la tendance à la baisse de la proportion du PIB consacrée à l'investissement amorcée en 2011 s'en trouve fortement accentuée. Le taux qui était de 24.5 pourcent en 2010, chute à 20 pourcent en 2015 et se ramène à 18.4 pourcent en 2018.

Jamais le taux d'investissement n'a été aussi bas depuis 1962 !

Une telle évolution est d'autant plus préoccupante qu'elle est imputable principalement au fléchissement des investissements des entreprises, entraînant une décélération de la croissance et une faible progression de l'offre exportable comme cela a été relevé dans le dernier rapport annuel de la Banque Centrale de Tunisie.

Des efforts ont été certes déployés par les autorités publiques pour améliorer le climat d'investissement et relancer l'investissement productif.

D'ores et déjà le dernier rapport « Doing Business » élaboré par le groupe de la Banque Mondiale fait état d'une amélioration de 8 places dans le classement mondial du climat des affaires. Le dernier rapport du Forum Economique Mondial révèle, de son côté, une amélioration d'un point du score de la compétitivité globale obtenu par la Tunisie. Par ailleurs les flux d'Investissement Direct Etranger enregistrent une relance significative avec une augmentation de 28.6 pourcent en dinars et 12 pourcent en euros.

Cependant, ces indicateurs encourageants ne modifient pas suffisamment la perception générale du climat d'investissement en Tunisie. La tendance à la baisse des intentions d'investissement se maintient. Les déclarations des investissements dans les industries manufacturières et les services enregistrent une réduction de 5 pourcent pour les flux en dinars courants et de l'ordre de 20 pourcent en dinars constants.

Intentions en MDT	2016	2017	2018
Industrie	3 821	3 527	3 537
Services	1 629	1 696	1 410
Total	5 450	5 223	4 947
Evolution		-4.2%	-5.3%

C'est dire l'ampleur de l'effort requis pour améliorer encore plus le climat des affaires et assurer une relance plus forte de l'investissement afin qu'il soit à la hauteur des importants enjeux qui se posent au pays.

#### IV. Les équilibres extérieurs

##### **Importante aggravation de la balan balance commerciale**

En dépit d'une excellente campagne d'huiles d'olives générant des recettes en devises de 2125 millions de dinars, soit plus que le double du niveau réalisé une année auparavant, la balance commerciale accuse une importante détérioration avec un déficit dépassant 19 milliards de dinars, soit l'équivalent de 6 milliards d'euros environ.

En fait, trois faits majeurs expliquent l'aggravation du déficit :



- (1) La situation de la balance énergétique : celle-ci enregistre, sous l'effet du fléchissement de la production, une augmentation du déficit de plus de 2 milliards de dinars « engloutissant » pratiquement la totalité des recettes d'exportation d'huile d'olives. Le déficit énergétique prend de la sorte une dimension préoccupante avec un niveau de 6.2 milliards de dinars, l'équivalent de 2 milliards d'euros, ce qui représente une proportion du PIB proche de 6 pourcent contre un peu plus de 4 pourcent en 2017 (4.2 %).
- (2) Le fléchissement des exportations industrielles non alimentaires malgré l'effet du glissement du dinar pour doper la demande extérieure, et ce du fait notamment de l'essoufflement des industries mécaniques et électriques. Celles –ci, après une tendance haussière remarquable, enregistre une baisse en dinars constants en 2018 ; ce qui constitue une source d'interpellation sur les origines du ralentissement de ce secteur qui contribue à près de la moitié du total des exportations de biens.
- (3) Le sur-stockage suscité par le glissement du dinar suivant un taux supérieur à celui du cout des facilités bancaires ; ce qui se traduit par un rythme d'importation de biens dépassant sensiblement l'augmentation des besoins en intrants de l'appareil de production et en biens de consommation des ménages.

Ceci dit, trois remarques majeures méritent d'être formulées :

La première remarque concerne la tendance du déficit commercial. Celui-ci amorce, à partir de 2017 une tendance fortement haussière essentiellement due à l'aggravation du déficit de la balance énergétique. Le tableau suivant montre que la balance hors énergie représente en 2017 et en 2018 une proportion du PIB de 12 pourcent, ce qui correspond pratiquement au taux enregistré en 2010.

En MDT	Déficit commercial	Taux /PIB	Déficit hors énergie	Taux/PIB
2010	8 298	13.2%	7 814	12.4%
2012	11 630	16.5%	9 676	13.7%
2014	13 636	16.9%	9 996	12.4%
2015	12 003	14.2%	8 612	10.2%
2016	12 601	14.0%	9 897	11.0%
2017	15 595	16.1%	11 560	12.0%
2018	19 049	18.0%	12 870	12.1%

Certes, le déficit de la balance énergétique remonte aux années quatre-vingt-dix. Il était, cependant, stabilisé aux alentours de 500 MDT en moyenne par an sous l'effet d'une politique active de recherche et d'exploration pétrolière et d'une politique fortement

incitative d'économie d'énergie. A partir de 2011, le déficit énergétique prend une nouvelle dimension sous l'effet, d'une part, du ralentissement des investissements dans la recherche pétrolière et des retards dans l'exploitation des réserves prouvées notamment dans le gaz et, d'autre part, de l'essoufflement des campagnes d'économie d'énergie.

La seconde remarque se rapporte aux termes de l'échange. Ceux-ci enregistrent pour la deuxième année consécutive une détérioration avec une augmentation des prix à l'importation plus élevés que ceux de l'exportation. L'écart est de 3 points aussi bien en 2017 qu'en 2018.

	2016	2017	2018
Variation des prix à l'exportation	+5.7%	+13.4%	15.6%
Variation des prix à l'importation	+2.4%	+16.6%	18.5%

Une évolution des prix à l'importation conforme à celle des exportations aurait permis une économie significative sur la facture globale de l'importation. Elle serait de l'ordre de 1.4 milliard de dinars en 2017 soit 1.4 pourcent du PIB et de 3 milliards de dinars en 2018, soit 2.8 pourcent du PIB. Cette appréciation donne un argument supplémentaire en faveur d'un engagement plus fort pour la promotion des activités à forte valeur ajoutée, moins dépendantes des fluctuations des cours des produits de base sur les marchés extérieurs.

La troisième remarque a trait à la forte concentration des échanges commerciaux au niveau d'un nombre réduit de pays. Les efforts déployés pour diversifier davantage les marchés d'exportation et d'importation n'ont pas eu encore les résultats escomptés. Quatre pays, en l'occurrence la France, l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne absorbent 62 pourcent des exportations tunisiennes. Quatre pays également à savoir l'Italie, la France, l'Allemagne et la Chine représentent 47 pourcent des importations tunisiennes. Enfin quatre pays aussi sont à l'origine de 63 pourcent environ du déficit commercial de la Tunisie : ce sont la Chine (29% du déficit global), l'Italie (15% du déficit) la Turquie (12% du déficit) et la Russie (7% du déficit).

Ces données constituent des repères pour la révision de la stratégie de coopération à l'effet de stimuler davantage les échanges en tant que vecteur de création de richesse tout en veillant, à travers la diversification et la recherche d'un meilleur taux de couverture des importations par les exportations, à en préserver la soutenabilité.

### **Nouvelle aggravation du déficit courant de la balance des paiements**

L'aggravation du déficit commercial heurte « de plein fouet » l'équilibre de la balance des paiements en portant le déficit des opérations courantes de 9.8 milliards de dinars en

2017 à 11.8 milliards de dinars en 2018 et le total des emprunts extérieurs de 13.7 milliards de dinars à 15.8 milliards de dinars.

En examinant de plus près les différentes composantes de la balance des paiements, l'on relève :

- Un déficit courant hors énergie qui se stabilise pratiquement en dinars courants au niveau atteint une année auparavant, ce qui correspond à une baisse significative, de l'ordre de 14 pourcent en euros d'une année à l'autre.

En MDT	2016	2017	2018
Déficit courant	7 935	9 780	11 843
Déficit énergie	2 704	4 035	6 179
Déficit hors énergie	5 231	5 745	5 664
Déficit hors énergie en M€	2 203	2 109	1 810
Déficit/PIB	5.8%	5.9%	5.3%

- Une consolidation de la relance du tourisme permettant d'engranger comme cela a été développé plus haut des recettes de 4093 millions de dinars, soit l'équivalent de 1309 millions d'euros. Mais ce résultat, même s'il est prometteur, ne permet pas encore de retrouver le niveau de 2014 (1609 millions d'euros) et à fortiori le niveau de 2010 (1856 millions d'euros).

tourisme	2010	2014	2017	2018
Recettes en MD	3 522	3 626	2 831	4 093
Recettes en M€	1 856	1 609	1 040	1 309

A titre d'éclairage, les recettes touristiques en devises réalisées par le Maroc en 2018 ont atteint 8.3 milliards, soit un montant dépassant de 7 milliards d'euros le niveau atteint par la Tunisie et dire qu'en 1995, les deux pays avaient pratiquement les mêmes recettes touristiques ; elles étaient aux alentours de 1100 millions d'euros.

- Une progression modérée, de l'ordre de 8.4 pourcent, des transferts du revenu du travail en dinars courants, ce qui correspond à une stabilisation des flux en euros par rapport à 2010, c'est-à-dire aux alentours de 1600 millions d'euros. A titre d'éclairage, les transferts des revenus marocains vivant à l'étranger auraient atteint 6 milliards d'euros, ce qui correspond à un transfert moyen de 1330 euros par personne pour la diaspora marocaine contre une moyenne de 1230 euros pour la diaspora tunisienne, sachant que la structure des tunisiens à l'étranger s'est considérablement transformée, sous-tendant un nombre croissant de cadres et de compétences qualifiées.

- Des entrées de capitaux totalisant 19 milliards de dinars, en augmentation de 2.5 milliards de dinars par rapport à 2017 dont près de 16 milliards sous forme d'emprunts extérieurs, soit l'équivalent de 6 milliards d'euros, un record jamais atteint par le passé.

Le total des emprunts extérieurs était de moins de 2 milliards d'euros en 2010 ; il est passé au palier de 3.5 milliards d'euros en 2015/16, puis à 5 milliards en 2017 et à 6 milliards d'euros en 2018.

### **Augmentation du risque de la Tunisie**

Les fragilités marquant la position extérieure de la Tunisie s'accroissent en 2018. L'encours de la dette extérieure se hisse selon la Banque Centrale à 73.5 pourcent du PIB, en augmentation de plus de 8 points par rapport à 2017.

Comparativement à 2010, l'encours triple alors que le PIB aux prix courants n'augmente dans l'intervalle que de 68 pourcent. Le risque de la Tunisie s'en trouve réévalué comme le reflètent :

- La nouvelle dégradation du rating souverain décerné par l'agence internationale Moody's. Celui-ci passe de B1 en août 2017 à B2 en mars 2018, ce qui correspond au grade « très spéculatif ».

En fait, le rating de la Tunisie a fait l'objet depuis 2011 de six dégradations successives, passant du grade d'investissement accordé aux pays qui présentent les conditions de solvabilité à moyen et à long terme au grade des économies sous surveillance au grade « très spéculatif ».

- Le coût élevé de la levée des fonds sur le marché financier international intervenue en octobre 2018 pour le financement du budget de l'Etat : les capitaux mobilisés, soit 500 millions d'euros, portent un taux d'intérêt de 6.75% avec un délai de remboursement de 5 ans.

A titre d'éclairage les conditions obtenues par le Maroc au titre d'une sortie sur le marché financier international en décembre 2018 ont été beaucoup plus favorables avec une émission d'un emprunt de 1 milliard de dollars portant un taux d'intérêt de 4.75% et un délai de remboursement de 10 ans et d'un emprunt de 500 millions de dollars portant un taux d'intérêt de 5.5% et un délai de remboursement de 30 ans.

## V. Equilibre budgétaire et financier

### Amorce de la maîtrise du déficit budgétaire

Les nouvelles mesures fiscales introduites dans le cadre de la loi des finances ont eu un impact significatif sur les recettes budgétaires et sur le niveau du déficit budgétaire de l'année 2018.

Les dernières évaluations de l'équilibre budgétaire établies dans le cadre de la loi des finances complémentaire révèlent une amélioration des paramètres relatifs aux recettes propre de l'Etat.

Le relèvement de la TVA d'un point concomitamment à l'institution d'une contribution de solidarité au profit des caisses de sécurité sociale et à une augmentation des droits de douane sur les importations des produits de luxe en provenance des pays avec qui nous n'avons pas d'accords de libre-échange permettent, en effet, une accélération des recettes budgétaires au cours des onze premiers mois de 2018 et se traduisent par une pression fiscale atteignant 23 pourcent du PIB soit un niveau dépassant d'un point la prévision initiale.

Plus précisément, l'augmentation des recettes fiscales aurait essentiellement pour assise les revenus des non-salariés, les bénéfices des entreprises, les droits de douanes, la TVA et les droits de consommation. Les recettes au titre des impôts sur les salaires et les traitements accusent, en revanche, pour la deuxième année consécutive un recul en relation avec le réajustement de la grille d'imposition des personnes physiques, d'une part, et la régularisation des crédits d'impôts pour les salariés, d'autre part.

Augmentation	11 mois 2017	11 mois 2018	2018 <sup>e</sup> /2017
Recettes fiscales	+13.2%	+15.4%	+ 3 285 MDT (100%)
Dont :			
- Salaires et traitements	-1.9%	-8.0%	- 428MDT
- Revenus non salariés	+17.2%	+ 18.6%	+ 255 MDT (7.8%)
- Bénéfices entreprises	+ 41.6%	+ 12.4%	+ 590MDT (18.0%)
- Droits de douanes	+20.0%	+ 59.1%	+ 440 MDT (13.4%)
- TVA	+17.0%	+ 24.1%	+1 390 MDT (42.3%)
- Droits consommation	+ 14.3%	+14.6%	+ 430 MDT (13.1%)

A la lumière de ces évaluations, la configuration des recettes fiscales subirait un changement notable au regard de celle de l'année 2014 avec notamment :

- Un important rééquilibrage de la structure de l'impôt sur les revenus des personnes physiques se reflétant à travers une réduction continue de part des recettes au titre de l'impôt sur les salaires et les traitements, compensée par une rapide progression des recettes au titre de l'impôt sur les revenus des non-salariés.

Ainsi, la part des salariés était de 80 pourcent du total des impôts directs sur les revenus ; elle se trouve ramenée à 60 pourcent en 2018, contre une tendance totalement inverse pour les recettes au titre des impôts sur les non salariés.

Structure impôts revenu	2014	2015	2016	2017	2018
- salariés	79.6	69.9	69.1	64.9	59.7
- non salariés	20.4	30.1	30.9	35.1	40.3
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

- Un renforcement du poids des impôts indirects dans les recettes fiscales ayant pour assise essentiellement la rapide progression des recettes au titre de la TVA particulièrement à partir de 2016.

Structure recettes fiscales	2014	2015	2016	2017	2018
- Impôts directs	56.3	57.8	59.5	59.6	63.3
- Impôts indirects	44.7	44.2	40.5	40.4	36.7
Dont TVA	(27.3)	(27.3)	(27.5)	(28.7)	(30.6)
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Grace à l'amélioration des recettes, l'Etat a pu faire face aux pressions en particulier au niveau de la subvention des produits de base et des carburants, tout en réduisant, comme prévu, le déficit budgétaire en le ramenant de 6.1 pourcent en 2017 à 4.9 pourcent du PIB en 2018.

Ceci dit, il importe de relever que la démarche suivie par l'Etat, tout au long des dernières années, a consisté à assumer une forte expansion des dépenses budgétaires sous l'effet des pressions des dépenses de fonctionnement, ce qui l'a amené à augmenter la pression fiscale et le recours aux emprunts comme le reflète le tableau suivant :

Ratios par rapport au PIB	2010	2015	2016	2017	2018 <sup>e</sup>
Poids budget de l'Etat	28.4	31.7	32.6	35.5	35.5
Pression fiscale	20.1	21.9	20.7	21.8	23.0
Déficit budgétaire	1.0	4.8	6.1	6.1	4.98
Dette publique	40.7	50.8	61.9	69.9	71.7

Il en est résulté d'importantes distorsions se reflétant notamment au niveau du poids de la fonction publique, du coût des subventions et des charges croissantes du service de la dette publique ainsi que de la tendance à la baisse de la part des dépenses d'équipement dans le budget de l'Etat.

Ratios par rapport au PIB	2010	2015	2016	2017	2018 <sup>e</sup>
Salaires des fonctionnaires	10.8	13.7	14.7	14.8	14.0
Subventions	2.4	3.4	2.5	3.6	4.6
Service dette publique	5.7	5.4	5.8	7.2	8.3
Budget de capital	6.8	5.7	6.0	5.9	5.6

C'est pourquoi, il est important d'amplifier les efforts de rationalisation des dépenses budgétaires amorcés en 2018 de manière qu'il y ait un meilleur arbitrage entre les dépenses de gestion et les dépenses d'équipement, entre la consommation et l'épargne.

A cet égard, l'accélération de la mise en œuvre de la nouvelle loi de gestion du budget par objectif pourrait faciliter les choix et les arbitrages requis pour faire face aux contraintes du présent tout en préparant les exigences du futur dans le cadre d'une vision globale de développement soutenable.

### **Maintien de l'épargne nationale sous la barre de 10 pourcent du PIB**

La propension moyenne à épargner<sup>6</sup> continue, à la lumière des données disponibles, à être faible. Celle-ci a fortement baissé entre 2010 et 2017 passant de 21.7 pourcent du revenu national disponible brut (RNDB) en 2010 à 9.4 pourcent en 2017. Et il est attendu qu'elle resterait sous la barre de 10 pourcent en 2018.

En effet, le solde primaire du budget continue à être négatif même si le déficit s'est réduit pratiquement de moitié entre 2017 et 2018 passant de 3.3 milliards de dinars à 1.7 milliard de dinars.

L'épargne de l'entreprise continue à être sérieusement affectée par la situation difficile à laquelle continue à se trouver confrontée l'entreprise publique.

Seule l'épargne des ménages paraît progresser à un rythme dépassant celui du PIB. L'encours des comptes d'épargne progresse de 11.5 pourcent entre novembre 2017 et novembre 2018 contre 10.5 pourcent une année auparavant.

<sup>6</sup> Correspondant au montant de l'épargne par rapport au revenu disponible

En MDT	novembre2016	novembre2017	Novembre 2018
Comptes spéciaux d'épargne	14 795	16 410	18 348
Epargne logement	757	777	804
Compte épargne à la poste	443	500	573
Total	15 995	17 687	19 725
Ratio par rapport au PIB	17.8%	18.3%	18.6%

### **Léger desserrement des pressions au niveau du système monétaire**

Les efforts déployés par les autorités publiques pour réduire les pressions sur le système monétaire paraissent commencer à avoir quelques résultats positifs dans la mesure où il est relevé:

- ▮ Une décélération de l'augmentation des billets et monnaies en circulation. Celle-ci se ramène de 17 pourcent en 2017 à 6 pourcent en 2018.
- ▮ Une quasi-stabilisation de l'encours des bons du trésor assimilables reflétant la réduction du déficit budgétaire durant l'année 2018.
- ▮ Une réduction du poids relatif des créances accrochées du secteur bancaire. Le ratio de celles-ci par rapport aux engagements bancaires serait selon la dernière revue du FMI, de 13.9 pourcent en 2018 contre 16.6 pourcent en 2017.

D'autres résultats moins probants sont, en revanche, relevés au niveau de l'équilibre monétaire de l'année 2018 requérant la poursuite de la vigilance. Ils concernent les dépôts bancaires, les concours à l'économie et les avoirs en devises de la BCT.

En effet, les dépôts bancaires n'augmentent en 2018 que de 8.2 pourcent (contre 8.7 % en 2017) et les concours à l'économie ne progressent en nominal que de 8.7 pourcent (contre 12% en 2017), soit des taux en retrait par rapport à l'accroissement du PIB aux prix courants

Dans le même ordre d'idées, les avoirs en devises n'augmentent en nominal que de 6.9 pourcent soit un taux bien en retrait du glissement du dinar sur douze mois (+16.3 % entre décembre 2017 et décembre 2018) et en deçà également de l'augmentation des importations de biens (+20%), ce qui ramène la couverture des importations par les avoirs en devises de la BCT de 92 jours en décembre 2017 à 81 jours seulement en décembre 2018.



## CONCLUSION

La situation de l'économie tunisienne continue à être difficile.

Les indices positifs relevés en matière de reprise de la croissance et de l'amorce de la maîtrise des équilibres financiers intérieurs, quoique encourageants, doivent être absolument amplifiés pour répondre aux attentes et relever les défis qui se posent, en tête desquels le chômage des jeunes et le fardeau de la dette extérieure.

A cet effet, trois orientations principales gagneraient à être approfondies pour créer les conditions d'une accélération du processus de réformes et de restructurations de l'économie, processus incontournable compte tenu de l'ampleur des distorsions et des blocages, d'une part, et de l'importance des aspirations de la population en matière d'amélioration du niveau et de la qualité de vie.

La première orientation se rapporte au renforcement de la capacité d'analyse et d'élaboration des diagnostics; ce qui implique le développement de l'outil statistique sur les plans national et régional pour corriger les insuffisances et lui conférer la crédibilité requise.

La seconde orientation concerne la nécessité de l'élaboration de visions globales et sectorielles à long terme à l'effet d'engager des débats sur des bases solides et de dégager de larges consensus sur les enjeux qui se posent et les choix qui s'imposent.

Enfin, la troisième orientation concerne la haute priorité qui doit être accordée aux secteurs générateurs de devises de manière à pouvoir desserrer rapidement les contraintes de la balance des paiements, condition sine-qua-none à la poursuite du processus du développement. A cet égard, une politique active de redressement du tourisme de manière à retrouver la dépense moyenne en devises du touriste de l'année 2000, soit 327 euros, permettrait d'enregistrer des recettes additionnelles de 1300 millions d'euros ; ce qui modifierait radicalement le paradigme de l'équilibre extérieur.

### **Forum Ibn Khaldoun le 29 avril 2019**

Mots clés : Résultats de l'économie tunisienne en 2018 ; bilan de l'économie tunisienne en 2018 ; appréciation de l'économie tunisienne.